



## CR de l'UF CGT DIRCE FSSCT du 18 JUILLET

En préambule, la direction a reçu une délégation du personnel avant le démarrage de cette commission, dans le cadre de l'action lancée sur les problèmes de sécurité. Les débats se sont tenus pendant presque 2 heures.

Ouverture de la commission, avec 3 experts :

- Mr N. Banwarth pour la direction
- Mrs D. Charbuin et V. Decobert pour la CGT

Lecture des déclarations préalables FO et CGT

La direction précise qu'elle porte les revendications des agents  
Aujourd'hui le travail se portera sur les sujets locaux , seuls leviers pouvant être levés localement.

La direction fait le constat de 21 000 interventions à la DIRCE sur une année en moyenne, soit 140 /agent /an. Concernant la partie sécu, 15 % sont sur accidents et 84 % incidents et obstacles, dont la moitié des interventions sur véhicules.  
En 2025, 6 accidents, dont 4 liés à des interventions sur véhicules en panne.

La direction envisage des moratoires, dans l'attente des groupes de travail ministériels.

Ex :

- Sortie obligatoire systématique à 2 agents, validé sans réserve
- Neutralisation de la VL, même pour intervention BAU

La CGT interpelle sur le fait que cette mesure ne mette pas les agents en danger dans des situations de Zone d'ombre, par exemple.

La CGT demande que la préfecture soit bien informée. La gestion de trafic aura des répercussions et des bouchons risquent d'apparaître, mais il ne faudra pas qu'au premier appel, cette mesure soit détournée, sous prétexte de gêne au trafic.

La question se pose également sur les chantiers et interventions de BAU. Les mêmes mesures doivent être prises pour de la cohérence. Il faut baliser lors de travaux en BAU et pouvoir se faire sécuriser avec fourgon en amont lors de phases d'interventions courtes, à minima.

FO relève la différence entre BAU et VL, et que sur certains réseaux, le balisage de voies est impossible en journée, au vu de la charge du trafic.

La CGT rappelle l'une de ses revendications principales, à savoir :

plus de personnel et plus de moyens.

La CGT rappelle également que la perte de flocage automatique des véhicules donne aujourd’hui une perte d’identité et de repère, ce que le orange permet, en identifiant directement service route « DDE »

La CGT annonce le décès d’un agent DIRMED.

La direction met au débat, le fait de comment réduire les interventions ? Animaux et piétons, errants, contre sens...

La CGT s’oppose à la diminution des interventions relevant de la sécurisation des réseaux, sous prétexte de dangerosité.

Si les procédures et moyens sont présents, il n’existe pas de raison de reculer sur ce sujet.

La CGT prend l’exemple des pompiers, qui, bien que leurs missions sur feu de bâtiment soit dangereux, connaissent les risques, prennent les mesures nécessaires et interviennent. Ils ne laissent pas un bâtiment brûler sans intervenir.

La protection des biens et des personnes est une priorité, comme pour nous.

Décision est prise de continuer.

La direction évoque également, le balisage sur queue de bouchon et son intérêt.

Il est toujours utile pour les usagers d’avoir l’information avant d’arriver sur un lieu de ralentissement, par contre il ne faut plus se mettre en situation de devoir faire des marches arrières et ainsi se mettre en danger.

La direction met sur la table le sujet du PPMR, avec les actions au niveau local.

#### Déploiement de la main courante embarquée.

L’idée étant de pouvoir interagir plus rapidement et directement avec les applis des usagers( types coyotte, waze...)

La CGT interpelle sur l’utilisation de ces outils, qui demande à l’usager de détourner le regard de la route pour regarder un écran, mais également d’interagir avec le téléphone, puisque cela fonctionne sur le modèle de la collectivité participative.

Ceci est contradictoire par rapport à la réglementation et l’usage du téléphone, qui est interdit.

Voir pour faire évoluer avec usage commande vocale.

#### Radars pédagogiques.

FO alerte sur la taille pour les déplacements

La direction précise que c’est du matériel acheté via l’UGAP, s’il en faut plus, la direction en rachètera.

La CGT alerte sur l’usage des radars et la dégradation de ces derniers.

Sur la pause de radars de répression, attention à ne tomber dans l’excès et de se mettre l’usager à dos, par du « tout répressif ».

### Affichage des fourgons.

Déploiement de la vitrophanie, avec les autocollants sur la campagne du corridor de sécurité. Test sur 4 CEI sur 2ème semestre, pour déploiement en 2026.

La CGT alerte, sur le message qui peut être mal perçu et analysé par l'usager. Voir même rendu dangereux, avec un message qui peut envoyer l'usager sur un danger, car cela peut-être tendancieux, par exemple sur BIDI.

Dans la FIMO, module obligatoire désormais sur la conduite en Zone de chantier. De même pour l'auto-école, lors du passage du code, une part plus importante est dédiée à la conduite en zone de danger.

La pose de bandes réfléchissantes, rouge et jaune est également en cours de déploiement .

### Cône Sapi.

Expérimentation d'un dispositif orienté vers la circulation avec programmation de zone.

FO demande au sujet du coût et du budget s'il y aura rallonge du ministère.

La direction précise qu'il y a une enveloppe du PPMR de 10 Millions €, prévue sur les sujets de la sécurité des agents.

Le débat continu sur l'ouverture de cet outil et des applications que l'on peut en faire, coupler l'outil à des gilets vibrants, canon à son ou corne de brume...

### Raptor.

2 dispositif à la DIRCE, dont 1 percuté

La CGT demande l'évolution de la procédure, à savoir, qu'il faut dissocier le véhicule raptor de la FLR, afin de garantir la sécurité de pose. La direction valide le fait qu'il faut que le matériel soit bien identifié pour chaque tâche et ainsi garantir des zones tampons de protection.

### Le sujet des FLR déportées est discuté.

La CGT évoque le fait que ces dernières masquent pendant un temps le conducteur lors de la descente ou la montée dans le véhicule.

La direction prend note de la remarque qu'elle n'avait pas appréhendée.

### Zone tampon.

Extension de la note ministérielle de 50 à 100 ml, sous condition du groupe de travail balisage.

### Espaces Temps Sécurité.

2 premiers réalisés

La CGT demande pourquoi il a fallut autant de temps pour la mise en place ?

La direction, annonce 206 heures cumulées dédiées à la sécurité.

La direction considère que celà permet de fédérer dans les CEI, sur des sujets qui concernent les agents.

La CGT fait remarquer que certains sujets imposés ne sont pas toujours bien ciblés sur certains CEI.

## Communication.

Il faut plus communiquer sur les accidents

La CGT ajoute « et presque accident »

Les animations de préventions doivent être plus en lien avec les sujets d'actualité afin de sensibiliser aux risques.

## Processus traitements de plaintes

Demande de la direction de prise en charge des cautions demandées par Adage.

La direction fait remarquer que dans certains endroits, il est difficile d'imposer aux agents de ne pas rester dans les véhicules. Un rappel sera fait.

La CGT précise également qu'il faut bien sûr se mettre en sécurité, mais qu'il faut également que les intervenants extérieurs, puissent intervenir dans des délais convenables, afin que le personnel ne reste pas pendant des heures à l'extérieur, sous la pluie, fortes chaleurs ou gel. Ce qui conduit aussi certains agents à légitimement vouloir se réchauffer, ou se rafraîchir.

La CGT intervient sur le fait que la baisse des effectifs ne veut pas dire baisse des coûts, bien au contraire. Par exemple sur un balisage réalisé par le privé, facturé 100 000 €, cela équivaut à 3 ETP (à temps plein). Les arbitrages sont parfois juste une manière de se donner bonne conscience.

La CGT propose l'expérimentation à la DIRCE de mise en place de FLU ou FLR de couleur bleue. Le bleu est considéré comme de l'obligation (code de la route) mais est aussi plus perceptible. La couleur orange est considérée comme de l'information. Sachant que la réglementation est difficile sur ces sujets.

La CGT annonce que des députés et sénateurs ont été sollicités afin de les sensibiliser sur nos problématiques. Ces derniers, sensibles, s'engagent à écrire aux ministres Rebsamen et Tabarot, en reprenant nos revendications.

Fin 13H20

L'UF CGT DIRCE